

COMMUNIQUÉ INTERSYNDICAL, INTER-ASSOCIATIONS ET INTERENTREPRISES

La confiance, ça se perd ! [1]

Des représentants du personnel et collectifs de salariés de 10 entreprises interpellent Amundi sur son soutien aux énergies fossiles.

Des représentants du personnel et des collectifs de salariés de 10 entreprises, dont Orange, Alstom, Bouygues et Google, participent à l'Assemblée générale d'Amundi, leur gestionnaire d'épargne salariale, ce 27 mai. Ils dénoncent le fort soutien d'Amundi [2], filiale du groupe Crédit Agricole et principal actionnaire de TotalEnergies, aux énergies fossiles, et lui demandent une offre d'épargne mieux alignée avec les engagements de l'accord de Paris. Cette mobilisation intervient un an après une première lettre de salariés demandant à Amundi de ne plus investir leur épargne salariale dans des entreprises en première ligne de l'expansion fossile, des demandes restées sans effet.

Pour une épargne salariale responsable

De plus en plus de salariés souhaitent pouvoir investir leur épargne salariale & retraite dans des actifs compatibles avec la lutte contre le réchauffement climatique. C'est pour faire entendre leurs voix que nous portons des demandes concrètes et que nous avons réalistes, exhortant Amundi à :

- Cesser de soutenir l'expansion fossile avec l'argent des salariés ;
- Proposer des fonds transparents qui listent les entreprises dans lesquels ils sont investis ;
- Proposer davantage de fonds réellement responsables, labellisés Greenfin et ISR pour chaque niveau de risque.

L'Assemblée Générale d'Amundi constitue un moment privilégié pour dialoguer. Plusieurs membres du collectif ont donc acquis des actions Amundi afin d'y participer :

- Mercredi 27 mai, 5 membres de notre collectif se rendent en personne à l'Assemblée générale d'Amundi en tant que porte-parole et transmettront nos demandes ;
- 4 questions sont également posées au Conseil d'administration d'Amundi.

(voir les pièces jointes)

1 200 pétitionnaires en 2024...

Cette mobilisation fait suite à une [pétition publiée en mai dernier et signée par 1200 salariés](#), qui demandait à Amundi de mettre en œuvre une politique répondant mieux à leurs attentes en matière de réchauffement climatique.

La [réponse d'Amundi](#) semblait alors encourageante. Elle rappelait le rôle pionnier d'Amundi dans l'investissement responsable et évoquait la nécessité d'accompagner les entreprises dans une transition cohérente avec l'Accord de Paris.

... mais une réponse décevante dans les faits !

Malheureusement, les faits ont démontré un assez grand écart entre les mots et les actes.

- Amundi a continué de soutenir financièrement des entreprises développant de nouveaux projets d'extraction fossile comme TotalEnergies, BP ou ENI. Alors même que ces entreprises [revoient à la baisse leurs investissements dans les énergies renouvelables](#).

- Autre enjeu, les votes d'Amundi concernant les stratégies d'entreprises polluantes qui se retrouvent dans les fonds d'épargne salariale. Si Amundi a retoqué le « Say on Climate » de Shell, il a validé, pour la 4^{ème} année consécutive, celui de TotalEnergies, ainsi que le renouvellement de l'ensemble des administrateurs en charge du déploiement de sa stratégie. TotalEnergies est pourtant l'une des entreprises qui prévoit le plus de nouvelles « [bombes climatiques](#) ».

- Quant à la transparence de l'information délivrée aux salariés sur la nature des investissements réalisés avec leur épargne salariale, dans les faits, elle nécessite d'interroger le gestionnaire d'actifs au cas par cas, [comme nous avons dû le faire suite à l'interrogation de salariés](#). En effet, les inventaires de fonds ne permettent pas d'identifier ce qui est contenu dans les « fonds de fonds » ... trop souvent présents dans les FCPE (Fonds Communs de Placement d'Entreprises) de l'épargne salariale et retraite.

Pour Hélène Marcy, Déléguée syndicale CFE-CGC chez Orange : « *Le réchauffement climatique ne peut plus être nié, et il commence déjà à nous impacter. Lutter contre le réchauffement, c'est non seulement préserver notre qualité de vie, mais aussi la valeur future des actifs investis. Il paraît donc doublement légitime que les salariés qui le souhaitent puissent choisir de ne pas aggraver les émissions carbone par leur épargne salariale, et disposent d'une offre adaptée et transparente à cet égard.* »

Pour Nelly Constans, élue CSE chez Bouygues Construction : « *Je privilégie le régime végétarien depuis 6 ans ; je me déplace majoritairement en train et à vélo depuis 5 ans ; j'ai renoncé à la voiture de fonction depuis 4 ans, mais je n'ai changé de banque que depuis 2 ans. Suite à cela, j'ai rejoint ce collectif, avec pour objectif d'alerter sur l'impact de l'épargne salariale sur le dérèglement climatique et les enjeux associés aux accords de Paris et de faire bouger les choses. Ils ne pourront pas dire qu'ils ne savaient pas ! Nous, par contre, nous ne savons quasiment rien de l'utilisation qui est faite de notre épargne. Pour cela nous demandons la pleine transparence des entreprises financées par les fonds Amundi* »

Pour Ouahcène Ourahmoune, co-fondateur du collectif "Planet-A" chez Alstom : « *Les besoins de financement de projets durables, permettant de décarboner l'économie française sont immenses : la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) estime nécessaire de rediriger plusieurs dizaines de milliards d'Euros par an à cet objectif. Une partie de ce financement se trouve dans l'épargne des Français. Mais pour mobiliser ce levier, nous avons besoin de transparence dans la gestion des fonds et de redonner la main aux épargnants. Enfin, plusieurs études montrent que la rentabilité des investissements verts n'est pas en reste. Tous les moyens sont là pour mettre en œuvre une réelle politique de transition : la volonté des acteurs financiers manque à l'appel* ».

Pour Etienne Vilain, Délégué syndical Printemps écologique chez Andritz. « *La décarbonation n'est pas une alternative, mais une nécessité pour notre société. Cela nous engage pour les générations futures afin de limiter notre impact sur le climat, mais c'est aussi bénéfique pour notre indépendance énergétique. Nous importons la majeure partie des énergies fossiles en Europe. Amundi continue à investir dans ces énergies avec peu de transparence sans que les salariés le sachent. Cette épargne salariale peut être utilisée pour orienter les investissements vers les secteurs plus vertueux. Nous sommes tous concernés, une autre économie est possible avec plus de circularité et de lien humain. C'est d'âme qu'il faut changer, non de climat comme disait Sénèque.* »

Signataires

- **Sébastien Abeillé**, représentant du collectif de Googlers pour une épargne salariale sans fossile ;
- **Alex Materne**, membre du conseil de surveillance des fonds d'épargne salariale du Centre National d'Etudes Spatiales ;
- **Nathan Schwaar Leblanc**, élu CSE chez setec énergie environnement ;
- **Enora Bocher**, élue CSE chez setec énergie environnement ;
- **Julie Beaucamp**, élue CSE chez setec énergie environnement ;
- **Alexandre Dumange**, représentant syndical Printemps écologique au sein d'Ubisoft ;
- **Vincent Poncet**, élu CSE chez Google Cloud France;
- **Etienne Vilain**, Délégué syndical Printemps écologique au sein d'Andritz
- **Philippe Durand**, représentant du collectif Eclair du Centre National d'Etudes Spatiales ;
- **Hélène Marcy**, déléguée syndicale CFE-CGC chez Orange ;
- **Ouahcène Ourahmoune**, co-fondateur du Collectif "Planet-A" chez Alstom;
- **Benoit Engelbach**, élu CSE chez Orange, trésorier du syndicat Printemps écologique Média Information Télécom ;
- **Nelly Constans**, élue CSE chez Bouygues Construction Expertises Nucléaires
- **Gautier Dubois**, fondateur du Collectif "Les Colverts" chez Colas
- **Guillaume Dufresne et Noé Le Guerrannic**, fondateurs du collectif "Symbiose" chez EDF Power Solutions

Contacts presse :

- Hélène Marcy - CFE-CGC Orange - 06 71 27 05 86 - helene.marcy@orange.com
- Ouahcène Ourahmoune - Collectif "Planet-A" Alstom - 06 76 59 68 88 - ouahcene@gmail.com
- Etienne Vilain - Printemps Écologique Andritz - 06 83 78 07 25 - etienne.vilain@andritz.com

Pièces jointes

- Nos questions écrites
- Détail de nos demandes

Notes

[1] En référence à la signature de communication d'Amundi « la confiance, ça se mérite », à retrouver notamment sur le site <https://legroupe.amundi.com/>

[2] Amundi est leader européen de la gestion d'actifs [selon le rapport intégré 2024](#), avec 2 200 Mds€ d'en cours... dont 20 Mds€ investis dans des entreprises développant de nouveaux projets d'énergie fossile, et 1^{er} gestionnaire d'épargne salariale en France.